

# LE DEVOIR



## ACTUALITÉS

Le façadisme, la chronique de Jean-François Nadeau | **A 3**

## ACTUALITÉS

La peste porcine menace la production d'anticoagulants | **A 3**

CAHIER **2**

## SPORTS

L'Espagne trop forte pour le Canada en finale de la Coupe Davis | **B 4**

# La face cachée de l'immersion française

À Ottawa, les programmes bilingues attirent les élèves les plus performants

MARCO FORTIER  
LE DEVOIR

Les classes d'immersion française gagnent en popularité au Canada anglais. Le nombre d'élèves anglophones inscrits dans des écoles bilingues a bondi de 10 % en cinq ans. Cet engouement pour le français cache peut-être un effet pervers inattendu : l'attrait d'un programme qui attire les élèves les plus « performants » au détriment des plus vulnérables.

Dans un rapport récent, le Conseil scolaire du district d'Ottawa-Carleton

s'interroge sur la popularité grandissante des classes d'immersion française, qui créent un système d'écoles publiques à deux vitesses — où l'égalité des chances est mise à mal.

Les écoles anglaises de la capitale canadienne qui offrent un programme bilingue attirent les élèves ayant les meilleures chances de réussite. Les écoles dites « ordinaires », dont l'enseignement se fait uniquement en anglais, comptent une plus grande proportion d'élèves ayant des difficultés d'apprentissage, issus de l'immigration (maîtrisant mal l'anglais) ou provenant de mi-

lieux défavorisés.

La vaste majorité des élèves (72 %) du Conseil scolaire du district d'Ottawa-Carleton entrent en première année du primaire dans une classe d'immersion française. Ce n'est pas étonnant, parce que l'enseignement à la maternelle est désormais bilingue pour tous les élèves de cette commission scolaire anglophone.

L'attrait du bilinguisme va au-delà du préscolaire. Les écoles primaires anglophones d'Ottawa qui continuent d'offrir des programmes bilingues après la maternelle sont remplies — et man-

**Les écoles anglaises d'Ottawa qui offrent un programme bilingue attirent les élèves ayant les meilleures chances de réussite**

quent d'enseignants en français —, tandis que celles qui se contentent d'un enseignement en anglais ont jusqu'à la moitié de locaux vides.

### Question de perception

« Il faut lutter contre la perception selon laquelle un programme est supérieur à l'autre, indique le rapport de la commission scolaire anglophone d'Ottawa. Le programme en anglais est d'une grande qualité, mais souffre d'une iniquité due à la baisse du nombre d'élèves. »

VOIR PAGE A 2 : IMMERSION



Claude Béland lors de son discours de départ de la présidence du Mouvement Desjardins, en mai 2000

JACQUES BOISSINOT ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

### III CLAUDE BÉLAND 1932-2019

## «C'était un vrai coopératif»

L'ex-président du Mouvement Desjardins décède à l'âge de 87 ans

ÉRIC DESROSIERS  
LÉILA JOLIN-DAHÉL  
LE DEVOIR

L'ancien président du Mouvement Desjardins et ardent défenseur des valeurs humanistes Claude Béland est mort dimanche à l'âge de 87 ans.

Le premier ministre du Québec, François Legault, a offert sur Twitter ses condoléances aux proches de M. Béland. « Il fut très impliqué socialement pour faire avancer le Québec », a-t-il souligné. De son côté, le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, a qualifié M. Béland de « grand bâtisseur du Québec ».

« Plus qu'un homme de finance, Claude Béland était d'abord et avant tout un grand humaniste et un philosophe », a écrit le Mouvement Desjardins dans un communiqué.

« Le Québec perd un grand homme », a déclaré Guy Cormier, président et chef de la direction de l'institution financière. « Il a certes été, à l'occasion, critique à l'égard de Desjardins, mais cela témoignait en même temps de son attachement profond envers cette institution coopérative », a-t-il poursuivi.

Après avoir consacré toute sa carrière professionnelle au

développement et à la promotion du coopératisme et avoir présidé à la plus importante réforme interne du Mouvement Desjardins, Claude Béland a eu une longue retraite consacrée à la défense d'une vision plus humaine de l'économie, des principes démocratiques et du Québec.

« Nous sommes un grand peuple, je n'en doute pas, mais nous ne sommes pas nombreux, disait-il en 2013 lors de l'une de ses nombreuses prises de parole publiques. Nous n'avons pas le choix de l'individualisme. La seule économie du bien-être individuel ne convient pas à notre collectivité. Nous réussissons mieux quand nous travaillons ensemble au bonheur de tous. »

« Lui, il ne travaillait pas juste pour l'argent. Il était un vrai coopératif, résume en entrevue au *Devoir* Jean Campeau, l'ex-p.-d.g. de la Caisse de dépôt et placement du Québec, au conseil d'administration de laquelle M. Béland a siégé. Parfois, des gens meurent et on fait toutes sortes de compliments parce qu'ils viennent de mourir. Lui, tous les compliments qu'on pourrait faire sont vrais », ajoute-t-il, évoquant M. Béland comme étant doté d'une « grande sincérité et d'une grande simplicité ».

Jean-Martin Aussant, qui a dirigé le Chantier de l'économie sociale de 2015 à 2018, décrit M. Béland comme quelqu'un d'« inébranlable dans ses convictions ».

VOIR PAGE A 4 : BÉLAND

### III LE DEVOIR À HONG KONG

## Vague pro-démocratie dans les urnes

Les résultats des élections locales de dimanche désavouent Pékin

STÉPHANE BAILLARGEON  
À HONG KONG  
LE DEVOIR

Le jaune est le nouveau bleu à Hong Kong, où les candidats ralliés autour de cette couleur du camp pro-démocratie se dirigeaient vers une victoire éclatante aux élections locales contre le camp bleu, pro-Pékin.

Le scrutin tenu dimanche a connu une participation record d'environ 71 % des électeurs inscrits, par rapport à 47 % en 2015. Plus de trois millions de Hongkongais ont exprimé leur choix.

Au moment où ces lignes étaient écrites, les candidats souhaitant plus de démocratie au sein de l'ancienne enclave britannique remportaient, selon les dernières estimations, entre 240 et 300 sièges, sur les 452 en jeu. Ils n'étaient que 124 conseillers de ce camp jusqu'ici.

Le reste de la chambre des conseillers sera divisée entre des représentants alignés avec la Chine continentale et d'autres dits indépendants. Le camp bleu pourrait compter aussi peu que 24 élus selon certaines projections.

La gifle claque et brûle pour Pékin après bientôt six mois ininterrompus de protestations réclamant des transformations démocratiques.

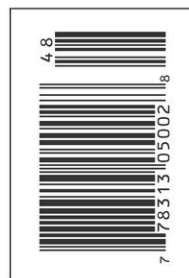
VOIR PAGE A 4 : HONG KONG

**D**

Pour suivre l'actualité en continu et lire nos critiques de spectacles, consultez nos plateformes numériques.

### INDEX

Culture.....B7  
Décès.....B4  
Éditorial.....A6  
Grille TV.....B7  
Idées.....A7  
Météo.....B6  
Monde.....B1  
Mots croisés.....B6  
Religion.....B6  
Société.....A5  
Sports.....B4  
Sudoku.....B6



## Les élèves démunis moins nombreux dans les classes bilingues

### IMMERSION

SUITE DE LA PAGE A 1

Le phénomène prend une telle ampleur depuis dix ans que la survie d'écoles anglaises de quartier est menacée. Conséquence de cette dévitalisation de l'enseignement en anglais : à cause du manque d'élèves, plus de quatre classes sur dix (41 %) sont formées d'enfants de plusieurs niveaux (par exemple, première et deuxième années), comparé à 19 % dans les classes d'immersion française.

Les écoles d'immersion française ont aussi moins d'élèves ayant un plan d'intervention pour venir à bout de difficultés d'apprentissage : autour de 10 % des effectifs, comparé à 20 % pour l'ensemble des écoles de la commission scolaire anglaise d'Ottawa.

Autre signe d'un déséquilibre social, la proportion d'élèves nouvellement arrivés au pays et inscrits en classe d'accueil (pour apprendre l'anglais) dans les écoles offrant uniquement l'enseignement en anglais varie entre 20 % et 50 %, tandis qu'elle tourne autour de 10 % dans les écoles anglophones d'immersion française.

#### Un programme qui divise

Les programmes d'immersion française ne sont pas réservés à une élite. Les parents ont le choix d'envoyer leurs enfants dans une école anglaise ou dans une école d'immersion. Il n'y a pas de test d'admission.

Les chiffres démontrent pourtant que ce sont les parents les mieux informés, qui vivent dans les quartiers les mieux nantis et dont les enfants ont le plus de facilité en classe qui choisissent les écoles d'immersion française.

Stéphane Vigneault, coordonnateur du mouvement L'école ensemble, soutient que le programme d'immersion française en Ontario illustre le pro-

blème qui frappe le système public québécois : les écoles à projet particulier créent de la ségrégation qui nuit à la réussite de l'ensemble des élèves.

« L'immersion française n'est pas une preuve de l'amour incroyable des anglophones pour le français. C'est davantage une manière de contourner la carte scolaire », dit-il.

« C'est ce qui se passe quand on permet aux parents de choisir l'école de leur enfant. Il y a un tri qui s'effectue grâce à ces projets particuliers. Plus on évite l'école de quartier, plus sa réputation devient mauvaise. Et plus on veut l'éviter. »

Le mouvement L'école ensemble et une série d'autres acteurs du milieu de l'éducation — syndicats, chercheurs, etc. — mettent en garde le gouvernement Legault : le projet de loi 40, qui vise à abolir les commissions scolaires, risque d'aggraver la ségrégation dans les écoles du Québec.

Le projet de loi faciliterait l'inscription d'élèves dans une école située hors du territoire de résidence des élèves, et même dans un autre centre de services scolaires. Cette possibilité nuirait aux écoles de quartier et accentuerait le système scolaire à trois vitesses du Québec — écoles publiques ordinaires, écoles publiques à projet particulier, qui attirent les élèves les plus « performants », et écoles privées.

Les données probantes issues de la recherche scientifique démontrent pourtant que la mixité scolaire favorise tous les élèves, souligne Stéphane Vigneault : les plus vulnérables sont stimulés par la présence en classe d'enfants qui réussissent bien, sans que ceux-ci en souffrent.

#### Le bilinguisme pour tous

De la même manière, tous les élèves anglophones, même ceux qui ont des difficultés d'apprentissage, devraient avoir accès à l'immersion française, souligne Léo-James Lévesque, professeur adjoint à l'École d'éducation de l'Université Saint-Thomas, à Fredericton, au Nouveau-Brunswick.

« L'immersion française ne peut pas être le bouc émissaire des problèmes liés au manque de financement ou de soutien à l'intégration scolaire », indique-t-il dans un courriel.

« Il n'est pas vrai que seuls les élèves "au-dessus de la moyenne" peuvent réussir le programme d'immersion française précoce. Pour cette raison, les responsables des programmes éducatifs doivent s'assurer que les parents d'origines diverses possèdent les renseignements dont ils ont besoin pour prendre une décision informée. Il est également essentiel que les élèves en immersion française qui rencontrent des difficultés puissent obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans ce programme », ajoute-t-il.

Les programmes de bilinguisme, en tout cas, ont la cote chez les anglophones du Canada. Le nombre d'élèves inscrits en immersion française a bondi de 10 % en cinq ans, passant de 377 838 à 418 024 entre les années 2012-2013 et 2016-2017.



Pour le moment, Dominique Anglade et Alexandre Cusson briguent seuls la chefferie du parti.

JACQUES NADEAU / VALÉRIAN MAZATAUD ARCHIVES LE DEVOIR

### III POLITIQUE QUÉBÉCOISE

## La course d'abord, le débat d'idées ensuite

Le Parti libéral du Québec tenait son conseil général cette fin de semaine à Sherbrooke

MARIE-MICHÈLE SIOU  
À SHERBROOKE  
LE DEVOIR

La course à la direction du Parti libéral du Québec (PLQ) a été officiellement lancée au cours de la fin de semaine. Mais le débat d'idées devra attendre.

Même le chef intérimaire, Pierre Arcand, a dû reconnaître dimanche qu'il en savait bien peu sur le candidat Alexandre Cusson, qui se mesurera à l'ex-ministre de l'Économie Dominique Anglade.

« Laissez-lui le temps d'arriver », a-t-il suggéré. « Donnez une chance, quand même. »

En guise de « moteur de son engagement », le maire de Drummondville a cité le désir d'avoir « une société plus juste, plus équitable, une société qui répond aux besoins de tout le monde ».

Pas question, cependant, de critiquer les mesures d'austérité de l'ex-premier ministre Philippe Couillard, dont le gouvernement a fait certains choix « au détriment [des plus vulnérables] », selon la protectrice du citoyen.

« Moi, je n'étais pas autour de la table quand les décisions ont été prises. Je ne vais pas jouer au gérant d'estrade, je regarde en avant », a déclaré Alexandre Cusson. Derrière lui se tenait la députée Marwah Rizzy, qui a proposé en janvier dernier que le PLQ s'excuse auprès des Québécois pour la rigueur budgétaire.

Le candidat de 51 ans, qui s'est dit « fédéraliste en étant nationaliste », a fourni peu de détails sur ses positions politiques.

L'État devrait-il intervenir dans l'économie ? « Il faut être extrêmement prudent de ce côté-là, il faut intervenir où on fait la différence. [...] Pour moi, des interventions à tout moment, à tout venant, pour à peu près n'importe quoi, ce n'est pas ce que je favorise », a-t-il affirmé.

Le Québec devrait-il signer la Constitution ? Là n'est pas la priorité des Québécois, a-t-il répondu. « On va entendre [les Québécois]. S'ils nous disent que c'est leur priorité, on regardera », a-t-il ajouté.

Et l'avenir de la Loi sur la laïcité ? « C'est une position qu'on va élaborer au cours des prochains mois », a déclaré Alexandre Cusson.

Aux journalistes « impatients » de connaître ses positions, il a dit souhaiter « rassembler en écoutant, pas en imposant » des idées.

#### « Bébelles » et environnement

Sa rivale, Dominique Anglade, a relevé le manque de préparation de son adversaire. « J'attends ses idées en tout cas, parce que, si on veut faire un débat d'idées, encore faut-il qu'il y en ait à débattre », a-t-elle lancé.

Les onze députés qui soutiennent leur collègue de Saint-Henri-Sainte-Anne affichaient leurs couleurs avec des t-shirts et des macarons « Bâtir demain », qu'ils distribuaient dans un kiosque de l'hôtel de Sherbrooke où étaient réunis les militants du PLQ.

« Vous remarquerez qu'on n'avait pas beaucoup de bébelles après nous ce week-end, c'est une façon pour nous

de limiter notre consommation », a lancé Alexandre Cusson, en référence au matériel promotionnel de son adversaire. Il tentait d'illustrer les préoccupations environnementales de son équipe, peu après que l'équipe Anglade eut confirmé se déplacer en véhicule hybride et opérer à partir d'un bureau carboneutre.

L'aspirante-chef a aussi proposé la création d'un institut du climat, qui aurait pour mission d'évaluer de manière indépendante la performance du gouvernement en matière environnementale.

#### Élire une femme noire

Dominique Anglade a par ailleurs répondu aux rumeurs voulant que certains membres du parti — non identifiés — craignent qu'une Montréalaise issue des communautés culturelles ne réussisse pas à fédérer le vote de militants en région. « Moi, personnellement, quand je vais sur le terrain, je pense que les Québécois sont prêts, absolument, à ça [voter pour une femme noire], a-t-elle attesté. « C'est un peu la nature de la bête, que les gens aient peut-être certaines réticences, mais je crois pertinemment que les Québécois sont ailleurs. »

Samedi, son adversaire Alexandre Cusson s'est empêtré dans la définition de l'expression « Québécois de souche », après avoir dit qu'il souhaitait que ceux-ci, comme « nos minorités », se reconnaissent dans la plateforme du PLQ. Ces « Québécois de souche » sont « des gens de partout dans le monde » ; des gens « arrivés il y a des dizaines et des dizaines d'années » ; des gens « qui sont arrivés au cours des dernières années » ; « tout le monde, au fond... », a-t-il tenté.

Les aspirants à la direction du PLQ ont jusqu'au 6 mars pour se porter candidats. Le successeur de Philippe Couillard sera choisi les 30 et 31 mai, à Québec. En vertu du nouveau mode de scrutin du PLQ, les jeunes détiendront le tiers des voix.

### Pas de discussions sur le mode de scrutin

Les militants du PLQ n'ont pas pu se prononcer, dimanche, sur la position que devrait adopter leur parti dans le débat sur la réforme du mode de scrutin. À la suggestion de la députée Hélène David, le débat a été reporté à une date indéterminée. La décision va se prendre au caucus, et non avec les militants, s'est désole le libéral de longue date Ronald Poupard, qui espère néanmoins que le parti consultera ses militants autrement que dans un congrès. Les débats entourant l'instauration d'un mode de scrutin préférentiel, comme le proposaient des militants, ont aussi été reportés.



Les nouveaux arrivants sont sous-représentés dans les classes bilingues.  
COLE BURSTON LA PRESSE CANADIENNE

Moi, je n'étais pas autour de la table quand les décisions ont été prises

ALEXANDRE CUSSON



## ADDING NUMBERS AND SHUFFLING CARDS

Activité de clôture du 50<sup>e</sup> anniversaire du CRM

Persi DIACONIS

Stanford University, USA

prononcera la prochaine Grande conférence publique du Centre de recherches mathématiques (CRM)

LE MERCREDI 27 NOVEMBRE 2019 ▶ Entrée libre

17 h – Allocutions • 17 h 30 – Conférence

PAVILLON JEAN-COUTU

2940, chemin de Polytechnique  
Amphithéâtre S1-151, Université de Montréal  
Université-de-Montréal ou Côte-des-Neiges

INSCRIPTION:

www.crm.umontreal.ca/Diaconis

CENTRE  
DE RECHERCHES  
MATHÉMATIQUES

Université  
de Montréal  
et du monde.

## Le façadisme

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



**D**e Steven Guilbeault, je n'ai jamais été un ami proche. Mais au temps où nous étions tous les deux sur les bancs de l'université, je le croisais quasi tous les jours. À l'occasion, nous échangeons volontiers, étant des voisins immédiats.

Au fond du long corridor sombre d'un immeuble du boulevard Édouard-Montpetit, sa porte à lui ouvrait sur un groupe écologiste militant, le GRIP. La miennne, à côté, débouchait sur l'espace enfumé du journal étudiant, *Le Quartier libre*. J'ai eu l'impression, en ce temps-là, que nous passions presque toute notre vie dans nos locaux respectifs tant nous y étions engagés corps et âme.

Année après année, il fallait se battre auprès des instances universitaires pour faire reconnaître, au-delà des simples énoncés de principes, l'intérêt concret que représentent de telles organisations. Les journaux étudiants étaient jugés sympathiques, mais dans la stricte mesure où ils se limitaient à nourrir la complaisance ambiante. De son côté, l'écologie prônée par Guilbeault n'avait pas encore la cote. Pour beaucoup de personnes, qui semblent parfois s'être reproduites depuis, elle faisait tout au plus jolies, avec ses affiches patiemment colorées à la main et ses appels à un monde meilleur. Encore plus qu'aujourd'hui, beaucoup restait à faire pour sensibiliser les consciences à l'urgence d'agir. À cet égard, Guilbeault était parmi les rangs clairsemés de quelques précurseurs.

Au temps de l'université, il y avait chez Steven Guilbeault un calme et un aplomb, un sens de la diplomatie aussi, qui lui faisaient honneur. Il est arrivé, en de rares occasions, que nous nous reparlions depuis, aussi simplement qu'avant. Mon impression initiale à son égard n'a jamais changé, je dois dire. Au moral comme au physique d'ailleurs, il me semble avoir fort peu changé, ce qui est rare.

Il faut dire que, lorsqu'on y pense, les temps n'ont pas à ce point changé depuis ce temps de l'université. Tout au plus le champ de bataille s'est-il élargi. L'avenir de tous les journaux, on le sait aujourd'hui, est sans cesse à la merci de ceux qui ne voudraient voir en lui que des bilans financiers meurtris.

Du côté de l'environnement, il n'est pas exagéré de dire que la plupart des luttes, pourtant amorcées il y a longtemps, restent encore à disputer.

**L'impasse dans laquelle on a jeté Steven Guilbeault en l'écartant de tous les lieux où il promettait d'apporter du changement révèle avant tout une chose : le façadisme du Parti libéral**

Mais pourquoi diable Steven Guilbeault avait-il besoin de quitter le terrain des luttes pour se retrouver dans la galère d'un gouvernement minoritaire ? S'est-il cru assez rusé pour s'imaginer qu'on le laisserait entrer dans le poulailler d'un vieux parti par la porte de derrière et y régner à sa manière ?

Qu'il n'ait pas été nommé au ministère de l'Environnement n'est une surprise pour personne, sauf peut-être pour ceux qui continuent de s'imaginer les partis traditionnels réformables et malléables, comme par enchantement, au seul contact de pensées vertueuses.

Romp du depuis longtemps aux pratiques du pouvoir, Guilbeault lui-même ne s'attendait pas à être nommé là, du moins si on en croit ses déclarations. Le ministère de l'Environnement lui était interdit d'accès quasi d'avance, ses compétences étant trop marquées pour qu'on puisse se l'imaginer louvoyer, comme cela est de mise dans un gouvernement dont la ligne d'horizon demeure celle de sa réélection. Alors, pourquoi diable être allé mettre le nez là ?

À défaut de l'environnement, on aurait pu lui confier le ministère des Ressources naturelles, celui de la Petite Entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international, celui des Pêches, du Développement économique, voire des Transports ou de l'Innovation ou, pourquoi pas, de l'Industrie. Or, partout où ses idées pouvaient s'avérer corrosives, on ne lui a pas laissé poser pied. On a préféré l'aiguiller vers une voie réputée pour peu déranger : le Patrimoine.

Le patrimoine, ce n'est certainement pas moi qui nierai son importance. Toujours sous-estimé, le champ de la culture demeure un terrain de luttes souvent insoupçonnées. Mais encore faudrait-il les mener.

L'impasse dans laquelle on a jeté Steven Guilbeault en l'écartant de tous les lieux où il promettait d'apporter du changement révèle avant tout une chose : le façadisme du Parti libéral. Le façadisme, en architecture, consiste à préserver la coquille d'un bâtiment, mais en travestissant sans gêne son intérieur. On n'a qu'à penser au nouveau ministère dit de la Prospérité de la classe moyenne, confié à la députée Mona Fortier. Pas besoin de creuser l'intérieur bien loin pour comprendre qu'il s'agit, par définition, d'un ministre qui n'est pas destiné aux plus démunis. Qui donc songerait par ailleurs à affirmer la nécessité d'un ministre de la pauvreté et des inégalités ?

De quel ministère relève la prospérité du Gros Capital, de l'investisseur tout puissant, chantée comme la seule et grande nécessité de notre temps ? De celui des Finances ? Sans doute un peu aussi, en tout cas, de celui de l'Environnement, qui sert tout au plus de façade commode, quand il n'est pas tout simplement sacrifié sur l'autel de la croissance économique, laquelle ne représente jamais rien d'autre, au final, qu'elle-même. On peut bien travestir le sens, tordre le cou aux mots, égorger le verbe, mais nul besoin de fabriquer des mythes et des devantures de toutes pièces pour faire croire que cette idéalisation de la croissance à tout prix a une âme et un sens autre que celui de s'autoreproduire. Et à cela, Steven Guilbeault ne changera sans doute rien, sinon de faire voir encore un peu plus qu'à force de destructions improductives, seule la façade peut subsister.

## La peste porcine menace la production d'anticoagulant

Santé Canada reconnaît la gravité de la situation et œuvre pour prévenir une pénurie de ce médicament issu des muqueuses intestinales du porc

FABIEN DEGLISE  
LE DEVOIR

La peste porcine africaine, qui décime le cheptel de porc asiatique depuis plusieurs mois, ne représente pas de danger pour l'être humain... pour l'instant. Cette épidémie sans précédent menace en effet l'approvisionnement en anticoagulant à travers le monde, un produit médical composé d'héparine, une substance d'origine porcine. Ce médicament très courant est largement utilisé dans le domaine chirurgical, mais également dans le traitement de maladies cardiovasculaires.

Santé Canada « reconnaît la gravité de la situation ». Le ministère dit d'ailleurs travailler depuis plusieurs mois avec les fabricants de ce type de médicaments afin de « diversifier la chaîne d'approvisionnement » et de prévenir une éventuelle pénurie. La Chine, où l'épidémie de peste porcine africaine a entraîné jusqu'à maintenant l'abattage de 1,2 million de porcs, était en 2018 le troisième exportateur d'héparine vers le Canada, après les États-Unis et la France.

« À ce jour, Santé Canada n'a pas eu connaissance de signaux d'alarme [liés à un accès problématique à l'héparine] », a indiqué le ministre fédéral au *Devoir*, tout en précisant qu'il « communique régulièrement avec les entreprises titulaires de licences pour ces produits au Canada afin de surveiller tout effet possible sur la qualité ou l'offre de ces produits ». Aux États-Unis, les pharmaceutiques Fresenius Kabi et Pfizer indiquent des ruptures de stock de certains de leurs anticoagulants, selon les dernières données de l'American Society of Health-System Pharmacists, et ce, en raison de la « pénurie de l'ingrédient de base », dit l'une et d'un « retard dans la production », affirme l'autre. Ces deux entreprises sont des acteurs importants du marché de l'anticoagulant au Canada.

### Sanofi se veut rassurante

L'écllosion de peste porcine africaine dans le nord-est de la Chine en août 2018 a été le point de départ d'une épidémie d'envergure qui touche désormais plusieurs pays d'Asie, dont le Vietnam où 5,8 millions de porcs ont été éliminés à ce jour, indique la FAO dans son dernier bilan. Cette crise agricole majeure s'invite désormais dans le monde médical en raison des muqueuses intestinales de porc dont est extraite l'héparine. Le mouton ou le bœuf peuvent être utilisés également, mais plusieurs autorités sanitaires à



Des vétérinaires pèsent un cadavre de porc à Hanoï, au Vietnam, en mai dernier. La peste porcine africaine fait des ravages en Chine et ailleurs en Asie depuis plus d'un an.

MANAN VATSYAYANA AGENCE FRANCE-PRESSE

travers le monde ont banni cette utilisation, en raison des risques de contamination par l'encéphalopathie spongiforme bovine, aussi appelée maladie de la vache folle.

Selon plusieurs estimations, la production de 500 millions de porcs est nécessaire annuellement pour répondre à la demande mondiale d'héparine, dont près des deux tiers sont issus de porcs d'origine chinoise. Fin octobre, le président de l'Organisation mondiale de la santé animale, Mark Schipp, a indiqué qu'un quart du cheptel mondial de porcs était désormais menacé par l'épidémie de peste porcine africaine en cours, ce qui représente entre 200 et 300 millions d'animaux que le monde agricole va devoir abattre et soustraire à la consommation. À titre comparatif, le Canada a produit 21,5 millions de porcs en 2017, dont 8,6 millions sur le territoire québécois.

« Je ne pense pas que l'espèce soit à risque de disparition, a dit M. Schipp. Mais c'est la plus grande menace que nous avons jamais vue sur la production commerciale de porcs à ce jour. » La peste porcine africaine se transmet à l'intérieur des élevages par des tiques et par contamination du fourrage. La

maladie est apparue en Afrique du Sud avant de gagner l'Europe dans les années 1960. Depuis 2018, elle est réapparue en Europe de l'Est dans les colonies de sangliers sauvages et menace depuis les élevages de porc dans plusieurs pays européens.

Joint par *Le Devoir*, la pharmaceutique Sanofi s'est faite rassurante en précisant que l'héparine utilisée dans la fabrication de son anticoagulant était tirée de porcs provenant de France, du Canada et des États-Unis. « Il n'y a pas d'impact anticipé lié à la situation de la peste porcine africaine », a souligné la compagnie.

L'héparine est utilisée en médecine depuis plus de 80 ans en raison de ses capacités à prévenir la formation de caillots dans le sang. Elle est incontournable lors de dialyse rénale, de phlébites ou d'embolies pulmonaires, mais aussi après des interventions chirurgicales, afin d'éclaircir le sang et d'éviter les complications postopératoires. Le marché de l'anticoagulant était de plus de 9 milliards de dollars en 2017. Il devrait presque doubler d'ici 2026, en raison entre autres de la croissance mondiale des maladies cardiovasculaires.

### III ENVIRONNEMENT

## Le BAPE pourra prendre en compte les émissions de GNL Québec

Le président de l'organisme rappelle que les commissaires ont cette latitude

ALEXANDRE SHIELDS  
LE DEVOIR

Même si le gouvernement Legault a choisi d'évacuer l'enjeu des émissions de gaz à effet de serre imputables à l'exploitation du gaz naturel albertain qui serait liquéfié avec Énergie Saguenay, le BAPE pourra en tenir compte lors de son évaluation environnementale du projet et des recommandations qu'il fera concernant cette imposante usine de l'entreprise GNL Québec.

Dans le cadre d'une entrevue accordée au *Devoir*, le président du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), Philippe Bourke, rappelle ainsi que les commissaires qui dirigeront l'examen du projet gazier de GNL Québec auront la latitude nécessaire pour « interpréter leur mandat » et y inclure l'enjeu des émissions de gaz à effet de serre (GES) imputables à l'exploitation, au traitement et au transport du gaz naturel qui sera acheminé jusqu'au Saguenay, pour y être liquéfié.

M. Bourke, qui préside le BAPE depuis novembre 2017, souligne que les mémoires déposés par des groupes ou des commentaires faits par des participants

à la future audience sur Énergie Saguenay « pourront » amener les commissaires à « élargir » leur évaluation du projet, pour traiter précisément des enjeux climatiques. Cela pourrait donc aussi inclure les éventuelles réductions d'émissions de GES envisageables ailleurs dans le monde, si le gaz naturel remplace des énergies plus polluantes.

Le président du BAPE souligne toutefois qu'il ne peut « présumer » de ce qui fera partie des audiences. « Je ne me prononce pas sur le contenu de mandats à venir. Tout ce qui concerne le traitement des enjeux appartient aux commissions. Celles-ci jouissent d'une grande indépendance dans la conduite de leurs travaux », sous réserve du cadre légal dans lequel le BAPE doit fonctionner.

### 3,3 millions de voitures

Cela signifie notamment que l'organisme ne peut commander d'études supplémentaires. Il doit baser ses travaux sur les documents disponibles. Dans le cas du projet gazier Énergie Saguenay, le ministère fédéral de l'Environnement et le ministère québécois de l'Environnement ont toutefois déjà indiqué, dans des avis produits au

cours des derniers mois, que les émissions dites « en amont » devraient atteindre près de huit millions de tonnes de GES par année. Cela équivaut à l'ajout de 3,3 millions de voitures sur les routes du Canada.

Le ministre de l'Environnement, Benoit Charette, a cependant déjà annoncé que le gouvernement Legault ne tiendra pas compte des émissions de GES imputables à la production gazière, en Alberta, essentiellement par fracturation. « Notre mandat est d'évaluer un projet selon son impact sur le territoire québécois », a-t-il fait valoir, au moment de préciser la position caquiste. Donc, « pour ce qui est d'une décision gouvernementale, ce sont les impacts environnementaux au Québec qui sont considérés, et non pas à la grandeur du pays ».

Les émissions produites dans l'Ouest seront donc exclues. Cependant, le gouvernement Legault a dit à quelques reprises qu'il tiendrait compte des possibles réductions de GES qui pourraient découler du projet, si le gaz naturel liquéfié sert à remplacer des ressources énergétiques fossiles plus polluantes, comme le charbon.

## EN BREF

## Gaudreault brigue la direction du PQ

Le député de Jonquières, Sylvain Gaudreault, devrait annoncer lundi qu'il sera le premier candidat à se lancer dans la course à la direction du Parti québécois (PQ). M. Gaudreault avait déjà manifesté son intérêt et avait jaugé ses appuis au dernier congrès spécial du PQ à Trois-Rivières, en novembre. Élu pour la première fois en 2007, il a été ministre des Transports et des Affaires municipales du gouvernement Marois de 2012 à 2014. Dans l'opposition, il s'est souvent démarqué comme porte-parole en matière d'environnement. Paul St-Pierre Plamondon est aussi pressenti pour se lancer dans la course. Le nom de l'historien Frédéric Bastien circule également.

La Presse canadienne

## Fin de la grève au MACM

Une entente entre les parties patronale et syndicale a permis de mettre fin à la grève des professionnels du Musée d'art contemporain de Montréal (MACM), la semaine dernière. La grève de ces membres du Syndicat des professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec était prévue du 19 au 22 novembre. Les deux parties se sont entendues sur les clauses salariales et sur la régularisation d'emplois occasionnels. Les deux enjeux au cœur des négociations étaient la précarité et la stabilité d'emploi. Une entente de principe sera soumise aux membres pour ratification. Sans convention collective depuis le 1<sup>er</sup> avril 2015, les professionnels du MACM avaient voté à l'unanimité pour un mandat de grève de dix jours le 3 octobre. Ils ont entamé une première journée de grève le 30 octobre dernier.

Le Devoir



Lundi au petit matin, on a sorti le champagne à Hong Kong pour célébrer la défaite du candidat pro-Pékin Junius Ho Kwan.

PHILIP FONG  
AGENCE  
FRANCE-PRESSE

## Une claque pour l'exécutif

## HONG KONG

SUITE DE LA PAGE A 1

« Cinq demandes, pas une de moins », dit le slogan repris sur les affiches des candidats du clan jaune. La courte liste des réclamations demande, notamment, le retrait définitif du projet de loi sur les extraditions qui a déclenché la poussée protestataire, un point accepté depuis septembre. L'opposition au pouvoir en place veut aussi l'amnistie pour les manifestants arrêtés, une enquête sur les violences policières, que le gouvernement ne qualifie plus les manifestations d'émeutes et l'instauration d'un suffrage universel.

## Un référendum sur le pouvoir ?

Hong Kong est divisé en 18 districts et les réformistes emportent la majorité dans au moins les deux tiers d'entre eux, tous sous contrôle bleu jusqu'ici. Au moins cinq jeunes gagnants désignés sont liés au mouvement de manifestations de septembre 2014, celui dit des parapluies, antérieurs aux actuelles protestations.

Une des victoires les plus significatives a été enregistrée contre le conseiller Junius Ho Kwan, détesté des protestataires pour ses sympathies avec les forces répressives. Lui-même a subi une

attaque au couteau il y a trois semaines. Le jeune démocrate Cary Lo Chun l'a expulsé de son siège de Tuen Mun en l'emportant 3474 voix contre 2278.

Les conseillers hongkongais détiennent dans les faits très peu de pouvoir, encore moins que les élus municipaux d'une grande ville québécoise. Il s'agit par contre de la seule instance où tous les membres (à l'exemption de 27 sièges réservés aux Hongkongais de souche) sont élus directement, au suffrage universel.

Cette particularité explique l'investissement du camp pro-démocratie dans le processus électoral, puisque les protestataires réclament l'extension du vote universel à la désignation de tous les dirigeants. L'exécutif de Hong Kong est encore contrôlé par un jeu complexe d'intermédiaires impliquant les grandes compagnies et Pékin.

L'élection locale a été décrite par de nombreux observateurs comme un référendum sur le pouvoir et sa gestion de la crise déclenchée en juin autour d'une loi d'extradition. Les derniers jours ont accéléré les affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants, surtout autour du camp de l'Université polytechnique de Hong Kong (PolyU).

« Ce n'est pas un référendum », croit pour sa part Gerald Cheung, atrapé di-

manche à la sortie d'un bureau de scrutin dans le quartier de la rue Belcher. « J'espère seulement que tout va se régler bientôt. Il faut que les choses changent et il faut qu'elles changent vite. »

L'homme dans la quarantaine voit surtout dans cette élection une occasion d'encourager une entente « pour en finir avec les troubles ». Il parle aussi d'une manière « d'aider le gouvernement, même si le résultat ne va pas dans le sens désiré ».

## Une élection en noir

Le vote s'est déroulé calmement, souvent sous la garde de policiers, présents aux abords des bureaux de scrutin, sans presque aucune violence. Les urnes ont parlé et le résultat sans équivoque, tout en rappelant la grande division de la société hongkongaise, pourrait bien marquer une nouvelle étape importante dans l'évolution de la crise.

La stratégie jaune va maintenant devoir réévaluer l'équilibre entre les pressions de la rue et celles à l'intérieur des institutions pour favoriser les réformes souhaitées. Rien n'assure encore que les manifestations populaires ne vont pas reprendre. Des échanges en ligne sur les sites fréquentés par les protestataires parlent d'une troisième étape en développement allant dans ce sens.

Le premier acte a débuté en juin et le second s'est joué la semaine dernière, avec la fin musclée de l'occupation de PolyU. La nouvelle étape est amorcée et pourrait ramener des centaines de milliers de personnes dans la rue si le pouvoir ne cède pas aux revendications des manifestants.

Il n'y a pas que des jeunes dans les rues de la colère, mais, pour eux, l'exercice démocratique de dimanche, réservé aux citoyens de 18 ans et plus, a pris une signification particulière. Beaucoup votaient pour la première fois. Ils étaient nombreux dès les premières heures du scrutin, en partie rameutés par un rumeur voulant que le vote soit perturbé, ce qui n'a pas été le cas.

Un mot d'ordre venu du camp contestataire invitait aussi les jeunes à délaissier les habits noirs, omniprésents dans les manifestations. La consigne a été largement suivie. Maintenant, le jaune est le nouveau noir...

VOIR PAGE B 1 : LA PREUVE PAR LA DÉMOCRATIE.  
LA CHRONIQUE DE FRANÇOIS BROUSSEAU

## Un « grand bâtisseur du Québec » s'éteint

## BÉLAND

SUITE DE LA PAGE A 1

« C'était un homme qui avait toujours un sourire accroché au visage et qui était d'une douceur et d'une gentillesse infinies », souligne-t-il.

## Tombé dedans quand il était petit

Claude Béland était tombé dans le coopératisme dès sa plus tendre enfance jouant déjà, dans les années 40, les caissiers bénévoles à la Caisse populaire d'Outremont, fondée par son père. Avocat spécialisé en droit commercial et en droit des coopératives, il commence sa carrière dans la pratique privée et l'enseignement avant d'aider à la fondation et de diriger la Fédération des caisses d'économie du Québec. Élu président du Mouvement des caisses Desjardins en 1987, il restera en poste pendant trois mandats jusqu'en 2000.

Sous sa présidence, le Mouvement Desjardins procède à une ambitieuse et délicate « réingénierie » de son organisation et de ses activités afin de rattraper le retard accumulé sur les banques. On modernise ses structures vieilles de 70 ans. On décloisonne les services financiers afin de permettre aux caisses d'offrir plus de produits d'épargne et de crédit, de l'assurance, des valeurs mobilières et des fonds de placement. On entreprend un virage technologique en implantant un ré-



Claude Béland a été fait grand officier de l'Ordre national du Québec en 2014

seau de guichets automatiques, un système de dépôt et de paiement direct et des services Internet. On développe les activités hors Québec, notamment en Ontario, au Manitoba, en Acadie et en Floride.

Ces réformes lui valent de très dures critiques de la part de ceux qui craignent que la grande coopérative financière ne vende son âme aux démons du capitalisme. Fin diplomate, Claude Béland parvient malgré tout à mener ces transformations à bon port. « Les entreprises proprement capitalistes sont des associations de capitaux, tandis que les coopératives sont des associations de personnes. L'objectif n'est pas du tout le même », disait-il en entrevue au magazine *L'Actualité* en 2012. « Dans le premier cas, la priorité est d'avoir du pouvoir et de faire des profits. Dans le second cas, c'est de se donner des services et du travail dans les meilleures conditions possible. »

« Il a conduit Desjardins en suivant la vraie mission d'Alphonse Desjardins, il n'est pas passé à côté », note M. Campeau au *Devoir*. « Pour lui, le coopératif, ça menait à ce que tout le monde vive bien et soit heureux », ajoute-t-il.

## Un acteur de son temps

Personnage public connu, mais soumis à un certain devoir de réserve politique, le président du Mouvement Desjardins fut de tous les grands rendez-vous nationaux, du Forum pour l'emploi à la commission Bélanger-Campeau sur l'avenir constitutionnel du Québec, en passant par le Sommet sur l'économie et l'emploi, que le premier ministre, Lucien Bouchard, lui demanda de présider en 1996. Claude Béland dira de cet événement qu'il a été l'un de ceux auxquels il a participé qui ont eu l'incidence la plus positive sur le Québec parce qu'on y a reconnu l'importance de l'économie sociale. Il

aurait toutefois voulu, comme plusieurs à gauche, qu'on y décide que l'atteinte de l'objectif du déficit zéro ne se fasse pas si vite. « Mais on a eu des coups de fil des marchés financiers, ils ont dit : "si vous ne faites pas ça en trois ans, on vous décote"... Je dis souvent qu'il y avait un partenaire absent à ce sommet et c'est lui qui menait », avait-il raconté quelques années plus tard dans les pages du journal *Les Affaires*.

Son départ du Mouvement Desjardins à 68 ans n'a pas été synonyme de retraite. Il préside, de 2002 à 2003, le comité directeur des États généraux sur la réforme des institutions démocratiques, dont le rapport finira sur les tablettes. Il siège aux conseils d'administration de plusieurs organisations publiques et de la société civile. Il préside brièvement le Mouvement d'éducation et de défense des actionnaires. Il donne des conférences, il publie des ouvrages, il fait de la radio, il a son site Internet.

Il y revisitait, chaque fois, ses thèmes de prédilection : l'idéal démocratique, la force du mouvement coopératif, la supériorité des économies pluralistes et l'impératif de justice sociale.

« Pour lui, ça allait de soi : parce qu'il était dans le monde coopératif, il croyait à la participation des membres, mais aussi à la participation citoyenne pour des institutions démocratiques plus efficaces au niveau politique », explique au *Devoir* l'ex-ministre péquiste Jean-Pierre Charbonneau. Alors qu'il était ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, il avait demandé à M. Béland de présider le comité directeur des États généraux. « Je suis triste de voir que, finalement, les recommandations qu'on a faites ensemble, ce n'est pas encore terminé. Il n'a pas pu voir, lui, l'aboutissement de ses efforts en faveur d'une

meilleure démocratie représentative au Québec », se désole-t-il.

Entre 2005 et 2016, M. Béland fut le premier président du Conseil d'éthique de l'industrie québécoise des boissons alcooliques, mis sur pied par Educ'Alcool. Il s'est également impliqué dans les campagnes du Jour de la Terre. Selon Jean-Martin Aussant, M. Béland, « en plus d'être un géant, a été un précurseur ». « Avant que ce soit à la mode, il était déjà impliqué dans des dossiers qui visaient à contrer les deux enjeux majeurs de l'humanité en ce moment : les inégalités de richesse et les changements climatiques », souligne-t-il. Il ajoute espérer que M. Béland aura droit à des funérailles nationales.

## La voix du peuple

Claude Béland jetait un regard extrêmement sévère sur le monde dans son livre sur l'évolution du coopératisme dans le monde et au Québec en 2012. « Le pouvoir économique domine à un tel point qu'on ne peut honnêtement déclarer que nous vivons actuellement dans des sociétés, mais que nous vivons plutôt dans des économies. Pire, nous ne pouvons pas dire sérieusement que nous vivons dans des régimes démocratiques puisque désormais la volonté majoritaire des populations ne fixe pas les règles du jeu de la vie communautaire. »

Il retrouvait tout de suite son large sourire et son optimisme à la vue des grands mouvements de contestation sociale qui se déroulaient au même moment dans le monde arabe et dans les universités québécoises. « Je sens, disait-il à *L'Actualité*, que les gens, et les jeunes en particulier, sont plus conscients que vivre en société, ça ne peut pas se faire en exploitant les plus faibles. Les populations vont changer cela. Pas les gouvernements. Le changement vient toujours du peuple. »

**Congédié?**

Voyez  
**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2019-11-23

649 16 19 24 08  
29 31 36 compl.

1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ 07632682-01

Prochain gros lot (approx.) : 14 000 000 \$

Québec 49 03 11 20 49  
36 40 47 compl.

Extra 8193627

Résultats des tirages du : 2019-11-22

Max 05 09 23 29 30 31 37 compl. 34

Extra 8111588

Prochain gros lot (approx.) : 50 000 000 \$ + MAXIMILLIONS 2 lots de 1 million \$ (approx.)

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.



En deux ans, l'équipe de Clean Ocean Sailing a ramassé près de 50 000 objets sur les bords de mer, le tout pesant environ 14 tonnes.

LEON NEAL ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

### III PLASTIQUE

# En Cornouailles, « le début d'un bouleversement »

**Nettoyage des plages, meilleure gestion des emballages... Dans la ville de Penzance, comme dans tout le comté du sud-ouest de l'Angleterre, les habitants multiplient les initiatives pour réduire les déchets.**

AUDE MASSIOT  
À PENZANCE  
LIBÉRATION

**L**

e canoë tangué dangereusement face aux vagues et au vent d'ouest. Les tas de plastique amassés menacent de déborder de l'embarcation. Un peu plus loin, une autre avance, tout aussi remplie. Depuis sa barque hérissée d'une voile ocre accrochée à une grande branche nue servant de mât, Steve mène le groupe vers le fond de la baie et l'embouchure de la rivière Helford. Après plusieurs heures de ramassage, sur ces plages anglaises de Cornouailles en apparence sauvages, l'équipée de Clean Ocean Sailing débarque, éreintée.

Sur le quai, le van Volkswagen bleu ciel de Steve et Monika, les fondateurs de l'organisation anglaise, semble dater d'un autre âge. Le voilà pourtant qui tracte, à grands coups d'accélérateur, les bateaux et leurs monceaux de plastique sale. Filets de pêche, rubans de caoutchouc, panier à crabes et homards cassés, bouteilles de plastique vides, emballages de gâteaux, papiers de *fish and chips*... Au moins une fois par semaine, les trois fidèles de Clean Ocean Sailing et leurs compagnons bénévoles du moment traquent tout ce qu'ils trouvent sur les bords de mer. Minutieusement, ils répertorient toutes leurs trouvailles et recyclent tout ce qu'ils peuvent. En deux ans, l'équipe a ramassé près de 50 000 objets, le tout pesant environ 14 tonnes. De longs cheveux blonds, sur des épaules musclées, Helen, le troisième pilier de l'équipe, a même fait construire un canoë à partir de ce plastique recyclé. « Un beau cadeau d'anniversaire ! » lance-t-elle.

À l'automne dernier, avec vingt volontaires débarqués de toute l'Europe, le groupe s'est lancé sur un bateau de pêche en bois à la chasse aux plastiques dans les îles Scilly, ces joyaux de la côte britannique, au sud de la Cornouailles. « Nous avons assisté à de terribles scènes, se souvient Will, un des bénévoles de la partie. Un oiseau mort après avoir ingéré du plastique, des phoques emmêlés dans des filets. Le pire était sur les îles protégées qui ne voient jamais de passants. On marchait littéralement sur des étendues de plastique. L'herbe en regorgeait. » Grâce à une campagne de financement participatif, ils espèrent renouveler l'expérience en novembre.

Une autre image, celle d'un albatros nourrissant ses petits de plastique, a choqué l'opinion publique britannique. C'était fin 2017, quand la série docu-

mentaire de la BBC *Blue Planet II* fut diffusée sur les écrans, marquant un point de bascule dans les consciences de nombreux citoyens dans le pays. Dans la foulée, la chaîne publique annonça son intention d'interdire tous les plastiques à usage unique d'ici à 2020 dans tous ses locaux et bureaux. Mieux, en janvier 2018, alors que l'écho de l'émission grandit dans la population, la première ministre de l'époque, Theresa May, se dit prête à imposer une même interdiction dans tout le pays d'ici à 2042. Quelques mois plus tard, l'Union européenne suit, pour quelques objets.

#### Zéro déchet

À Penzance, petit port animé à 25 kilomètres à l'ouest de Gweek, coin apprécié des surfeurs de la région, un groupe d'habitants en a eu assez de ramasser ces rebuts sur ses plages et a décidé d'attaquer le problème à sa source : la consommation. L'initiative Plastic Free Penzance a fait de la bourgade touristique la première ville du pays déclarée « sans plastique » par l'ONG britannique Surfers Against Sewage en 2017. Quand on s'y promène, Penzance, avec sa rangée de commerces à petit budget, ressemble pourtant à beaucoup de villes anglaises. Il faut prêter attention pour apercevoir les petits autocollants arborés par les cafés, boutiques et épicerie, indiquant leur engagement dans ce projet, ou offrant des « recharges gratuites d'eau du robinet de Cornouailles ».

Ce soir-là, Rachel Yates, tête de proue du mouvement dans la ville, et la commerçante Emily Kavanaugh ont rendez-vous dans une allée du centre commercial local. Là, dans une salle aux allures de placard à balais, elles ont commencé à entasser cartons et sacs à matelas. C'est leur dernière initiative en date : le « *pack swap* », un échange d'emballages. « Ce ne serait pas génial si les emballages que reçoivent les commerces ne finissaient pas dans des décharges, mais étaient utilisés par d'autres commerçants comme moi, qui suis obligée d'en acheter pour envoyer mes produits aux clients ? », souligne d'un petit rire Emily, une grande femme avenante qui tient une boutique de cosmétiques faits maison, Pure Nuff Stuff.

« Le mardi, une heure par semaine, on peut venir en déposer, et le jeudi, ceux qui veulent peuvent venir en récupérer. C'est une idée très simple, qui ne coûte rien, ajoute-t-elle. Et moi, ça me permettra d'économiser 3500 livres [environ 6000 dollars canadiens] par an en achat d'emballage. »

La commerçante s'est convertie au zéro déchet il y a une dizaine d'années et a appliqué la méthode à sa boutique. Sans y penser, elle manipule ce qui ressemble à ces cacahuètes de plastique, utilisées pour protéger les objets dans des colis. Elle rassure rapidement :

« C'est du maïs. C'est comestible, goûtez ! » Inspide et caoutchouteux, l'objet ne deviendra pas un en-cas du futur, mais représente une bonne solution de rechange aux équivalents jetables.

Le *pack swap*, qui ameuté peu de monde ce soir-là, n'est qu'une énième étape dans la campagne menée par Rachel Yates pour convaincre les nombreux commerces de la ville de faire barrage au plastique. Plus d'une centaine se sont déjà engagés à réduire au maximum son usage. La fièvre du zéro déchet s'est emparée de la ville, même chez les consommateurs.

#### Un tournant

« Généralement, les gens commentent par acheter une gourde pour se passer de bouteilles jetables, puis c'est la tasse de café, et le repas fait maison pour ne pas prendre à emporter, énumère Rachel. Quand on arrive à ce stade-là, on va sûrement déjà se fournir chez des producteurs locaux, qui ont des pratiques plus durables. C'est le début d'un bouleversement plus large de mode de vie. »

Avec un entrain contagieux, Penny Legg, 48 ans, peut en témoigner. Dans les rayons de sa petite boutique d'ustensiles de cuisine, dans la rue piétonne de Penzance, difficile de ne pas remarquer les multiples attributs du parfait adepte du zéro déchet. Bien qu'elle ne soit pas (encore) une membre active de Plastic Free Penzance, la cheffe d'entreprise essaye d'apporter sa pierre à l'édifice en s'attaquant au dur : convaincre ses fournisseurs d'abandonner le plastique. « Sur tous nos bons de commande, il y a écrit : "S'il vous plaît, réduisez le plastique." À force, ça commence à entrer dans les usages. » Elle poursuit : « Cette boule à thé en métal était emballée dans un sachet plastique, à l'intérieur de la boîte en carton, mais ce n'est pas nécessaire. Certains clients nous ont fait remarquer qu'il y avait des éraflures dessus. Comme nous sommes un petit commerce, nous avons les moyens de leur expliquer qu'il faut accepter ces changements et être moins perfectionnistes. » Elle a tellement embêté ses fournisseurs qu'ils lui ont décerné un prix, l'an passé, pour la qualité de sa boutique.

« Beaucoup de commerçants craignent de perdre de l'argent, reprend-elle. Ce n'est pas le cas, au contraire. Ce sont les supermarchés qui perdent des ventes. Mes clients qui viennent acheter des gourdes ou des films protecteurs réutilisables votent avec leur argent. C'est un moyen puissant qui, bien utilisé, peut faire bouger les choses. »

Emily Kavanaugh ne dira pas le contraire. Elle est même surprise du boom que connaissent ses ventes depuis près d'un an. « Je fabrique depuis quatorze ans un shampoing solide

[avec moins de perturbateurs endocriniens], raconte-t-elle. Il a toujours été difficile à vendre. Je devais expliquer aux gens que ce n'était pas dangereux, que leurs cheveux n'allaient pas tomber. Aujourd'hui, pour la première fois, j'ai quatre tournées vendues avant même que les shampoings soient fabriqués. Ça ne m'était jamais arrivé. » Elle atteste d'un tournant : « Le profil des clients a changé. Avant, je voyais uniquement des gens engagés politiquement, véganes, fondamentalement écolos. Maintenant, tout le monde vient, de jeunes parents qui s'inquiètent de la planète qu'ils laissent à leurs enfants, des femmes mûres comme moi qui comprennent qu'elles ont contribué à tous ces déchets. »

#### « Label local »

Même son de cloche à la mairie, où Jonathan How, conseiller municipal depuis deux ans à Penzance, avec quarante ans de militantisme, regrette d'avoir pour seule arme le dialogue. « Nous avons créé ce qu'on a appelé des "infirmes du plastique" : un lieu de rencontre pour aider les entreprises et partager les retours sur expérience, détaille l'élu grisonnant, assis dans un café membre du mouvement. On aimerait maintenant aller plus loin et peut-être voir naître sur le même modèle une sorte de label local pour les entreprises qui réduisent leur bilan carbone. » Déjà dans les tuyaux, une étiquette et un site Web recensant les commerces proposant des achats en vrac devraient voir le jour dans les prochains mois.

Après Penzance, plus de 600 villes et collectivités se sont engagées dans une stratégie zéro plastique au Royaume-Uni, ce qui en fait un pays moteur en Europe sur le sujet. Mais dans un système britannique où la gouvernance est centralisée, les conseils municipaux ont peu de pouvoir pour aider les citoyens à aller de l'avant. Les fonds publics sont quasi inexistantes. Et les politiques d'austérité menées par les gouvernements conservateurs successifs n'ont pas aidé. Les habitants doivent faire les choses eux-mêmes pour combler ce manque. Emily plante les fleurs décorant les rues de Penzance, avec quelques amis. Derrière ses étagères de cosmétiques en pot de verre, elle s'exclame gaiement : « Pendant longtemps, les gens, comme moi, se disaient que "c'est à Coca-Cola ou à Nestlé de bouger, pas à nous". Beaucoup réalisent maintenant que c'est à tout le monde d'avancer en même temps. »

**Pendant longtemps, les gens, comme moi, se disaient que "c'est à Coca-Cola ou à Nestlé de bouger, pas à nous". Beaucoup réalisent maintenant que c'est à tout le monde d'avancer en même temps.**

EMILY KAVANAUGH



## III GRÈVE DU CN

## Un conflit qui doit cesser

Il aura fallu quelques petites journées pour saisir l'effet désastreux d'une grève des 3200 chefs de train, agents de train et de triage du Canadien National (CN) sur l'économie canadienne. Soudainement unies dans les conséquences néfastes d'une réduction de 90 % du transport sur les 22 000 km de voies ferroviaires du pays, l'Alberta et le Québec ont, la semaine dernière, imploré Ottawa de forcer le retour à la Chambre pour l'adoption d'une loi spéciale. Le gouvernement Trudeau préfère laisser la chance à la négociation. Mais ce non-interventionnisme ne pourra pas être éternel.

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD



Si la grève devait s'étirer jusqu'à la reprise prévue des travaux parlementaires le 5 décembre prochain, la facture des pertes pourrait dépasser les 2 milliards et plomber la croissance du PIB, selon certaines éminences économistes. La plainte des provinces, entendue plus fortement dans l'ouest et au Québec, n'est pas théâtrale ni fictive. Les enjeux sont cruciaux.

Au Québec, après un premier défilé de tracteurs vendredi dernier devant les bureaux du CN à Montréal, des agriculteurs membres de l'Union des producteurs agricoles ont décidé de déplacer ce lundi leur attirail devant les bureaux du premier ministre Trudeau, de qui ils espèrent une action musclée. Leur impatience n'a d'égal que leur inquiétude : les réserves de propane s'étiolent au Québec, qui doit prioriser les secteurs essentiels dans le ravitaillement. Desservis déjà par la météo hivernale hâtive des dernières semaines, les agriculteurs d'ici, de la Saskatchewan aussi, ont besoin d'assécher leurs récoltes, et manquent de propane pour ce faire.

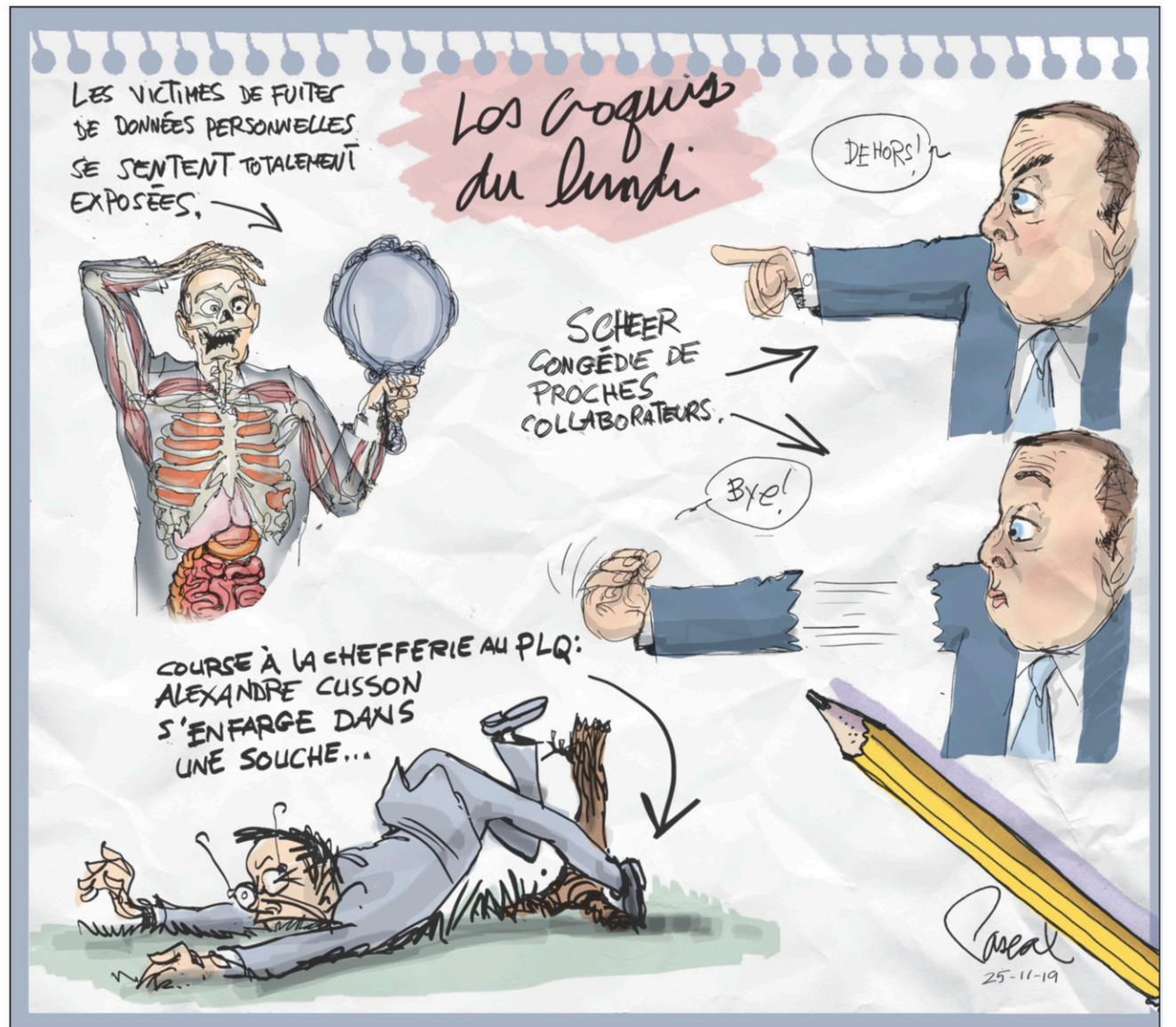
Il aura fallu à plusieurs une crise du genre pour comprendre l'extrême dépendance de plusieurs secteurs cruciaux au propane, dont 85 % des réserves du Québec lui sont acheminées par train, depuis Sarnia en Ontario principalement. Le chauffage des hôpitaux, des résidences pour personnes âgées ou des garderies est intimement lié à cette ressource. Il s'est trouvé ces derniers jours quelques rigolos commentateurs de l'Ouest canadien pour rappeler au Québec les bienfaits d'un autre mode de transport... le pipeline.

Avec son effet en cascade sur un nombre impressionnant de secteurs essentiels de l'économie, la mise à l'arrêt — ou presque — des activités d'un des principaux transporteurs ferroviaires au Canada entraîne un niveau d'alerte qui passe de préoccupant à alarmant plus les journées de grève s'ajoutent. On peut aisément comprendre les représentants d'associations de manufacturiers, de minières et de transporteurs d'espérer qu'une loi spéciale mette fin à ce que plusieurs associent à un véritable cauchemar économique. Quelques jours encore et, en effet, des scénarios catastrophe commenceront à pousser ici et là.

Jusqu'ici, Ottawa encourage la négociation de bonne foi — mais les échanges durent déjà depuis plus de cinq mois, et en présence de médiateurs chevronnés. Des proches du dossier affirment qu'il en faudrait peu pour voir poindre un règlement, mais que la confiance s'est érodée. La partie patronale pointe un différend salarial pour expliquer la grève générale illimitée (votée à 99,2 % par les membres du syndicat) ; la Conférence ferroviaire de Teamsters Canada pointe plutôt les enjeux de santé et sécurité au travail.

Voilà des années qu'un concert de voix unanimes souligne les effets dramatiques de la fatigue dans le transport et la sécurité ferroviaires : tant du côté des syndiqués, que du Bureau de la sécurité des transports du Canada (BST) que... de Transports Canada. Dans un rapport sur les programmes de gestion de la fatigue publié en 2010, Transports Canada « reconnaît que la fatigue est l'un des enjeux de sécurité les plus préoccupants auxquels l'industrie ferroviaire est aujourd'hui confrontée ». Le BST a fait de cet enjeu, auquel plusieurs accidents, dont la tragédie de Lac-Mégantic, ont été rattachés de près ou de loin, une des inscriptions prioritaires de sa Liste de surveillance de 2016. Malgré cela, quatre rapports d'enquête concernant des événements où la fatigue des cheminots était en cause ont été publiés depuis, signe que les solutions destinées à amoindrir cette problématique d'importance ne sont pas trouvées.

On peut compter sur les doigts d'une main les journées qui restent pour espérer conclure un règlement négocié, bien évidemment favorable à l'imposition d'un dénouement forcé. Hélas, au-delà de cette seule et mince période de grâce, l'économie canadienne et certains services essentiels souffriraient gravement, ce qui rendra la loi spéciale inévitable.



## LETTRES

## Claude Béland, un grand coopérateur et un grand humaniste

Le Québec vient de perdre, en Claude Béland, un homme d'une stature exceptionnelle. J'ai eu l'immense plaisir et surtout le privilège de l'accompagner au cours des six dernières années de sa présidence, soit de 1994 à 2000. Il était et demeurera toujours un grand coopérateur et un grand humaniste, véritable propagandiste de la philosophie coopérative, dont il savait vanter les vertus sur toutes les tribunes.

Claude Béland voyait en Desjardins un agent de changement, d'où son affection particulière pour le terme « Mouvement ». Pour lui, Desjardins était plus qu'une institution financière, c'était surtout un outil de développement et de changement social et il en était le grand promoteur.

Il se gavait de littérature, particulièrement de philosophie, de sociologie ou d'économie, desquelles il tirait divers enseignements qu'il reprenait régulièrement dans ses discours ou dans ses livres. C'était d'ailleurs un rédacteur très prolifique. Par exemple, lorsque venait le temps des

assemblées annuelles de Desjardins, il rédigeait lui-même son allocution, une véritable « adresse à la nation », d'une durée minimale d'une heure!

Présider une organisation comme Desjardins requiert beaucoup de salive, se plaisait-il à dire, et il en fallait effectivement pour convaincre les diverses instances du Mouvement Desjardins du bien-fondé d'une position, et surtout de l'accepter et de la mettre en œuvre. Il disait souvent que Desjardins, ce n'est pas un gros bateau, mais une flottille de petites embarcations qui doivent toutes voguer dans la même direction... Heureusement, les choses ont changé depuis.

Claude Béland était aussi un fin politicien et un habile stratège. Sa réélection pour un dernier mandat, en 1997, n'a pas été le fruit du hasard. La partie n'était pas gagnée d'avance, d'autant plus qu'il avait été stigmatisé par sa participation à la commission Bélanger-Campeau et surtout par ses déclarations sur la souveraineté du Québec, qu'il soutenait pleinement.

C'était aussi un grand démocrate et il était conscient de l'importance du rôle de l'information dans notre société. Cet extrait de son livre *Inquiétude et espoir* en témoigne : « Dans une démocratie véritable, où tous sont conviés à participer à la décision, le devoir d'une informa-

tative intègre s'impose. Toute tentative de désinformation est un véritable crime contre la démocratie : elle rend informé le jugement des citoyens et des citoyennes. Un citoyen mal informé ne peut prendre des décisions éclairées. Au contraire, mal informé, il perd une part de son autonomie et se soumet plutôt à ses passions, à ses intérêts personnels, à ses visions à court terme : il cesse d'être un « être social » et se campe aveuglément dans son individualisme. » J'ajouterais même, en cette période un peu folle des *fake news* et des légendes urbaines qui circulent dans les médias sociaux, qu'il était aussi un visionnaire.

Il aura été président du Mouvement Desjardins pendant 13 ans. Malgré le prestige associé à cette importante fonction, il est toujours demeuré un homme affable et humble.

Claude Béland a indéniablement marqué l'imaginaire de beaucoup de Québécois et le Québec tout entier lui doit beaucoup. Certes, au cours des dernières années, il ne partageait pas toujours les orientations que prenait « son Mouvement » et il n'hésitait pas à le faire savoir, mais, comme le dit le proverbe, peut-on empêcher un cœur d'aimer ? Au revoir et merci, Monsieur le Président.

André Chappleau, ancien porte-parole du Mouvement Desjardins  
Le 24 novembre 2019

## LIBREOPINION

## Indépendance : vers un objectif commun

Fernand Doutre  
Montréal

J'ai souvent admiré Louis Fournier comme journaliste ou comme essayiste, mais j'ai beaucoup de mal avec ses récentes analyses politiques. Son papier paru le 18 novembre rassase à mon avis une série de clichés qui sont devenus désuets.

Affublé de ce titre alambiqué « Le PQ, QS, le Bloc et le NPD : trouvez l'erreur », le texte en question se veut une démonstration qui ne sert qu'à diaboliser le manque de sincérité de chacun des membres de Québec solidaire sur la question de l'indépendance.

Ce discours est récurrent chez les péquistes de la vieille garde pour qui seul le Parti québécois qui, après avoir troqué la lutte pour l'indépendance pour la promesse d'un bon gouvernement, se cherche, tout en réaffirmant sa profession de foi souverainiste. Je pense que Louis Fournier se trompe de cible et que sa charge ne servira qu'à diviser les forces indépendantistes, une fois de plus.

Dans la même page Idées du *Devoir*, on peut lire le texte de la députée souverainiste Catherine Fournier qui annonce le lancement de son nouveau livre, dans lequel elle exhorte les souverainistes de tout poil à s'entendre sur un objectif commun. Il n'est plus question ici de rallier le PQ, mais de rallier la cause indépendantiste. La nuance est là.

Si je comprends bien, elle suggère de changer de métaphore et qu'au lieu du fameux vaisseau amiral qui n'aboutit nulle part, il faudrait imaginer une flotte de plusieurs navires pour atteindre le pays à bon port. Apparaîtront ainsi beaucoup d'obstacles à franchir. La mer agitée ne nous fera pas de cadeaux.

## La réalité

Durant la récente campagne électorale, le Bloc a escamoté la question de l'indépendance, presque jusqu'à la toute fin ; sa stratégie consistant à défendre les intérêts du Québec au sein de la Fédération canadienne, faut-il le rappeler.

Son chef, Yves-François Blain-

## Lors de la dernière campagne référendaire en Catalogne, on a pu voir des partis indépendantistes de toutes les tendances faire campagne pour un objectif commun

chet, s'est appuyé très fortement sur le nationalisme provincial de la CAQ dans le but de récolter le maximum de votes. Ce faisant, il a obtenu un très bon score : 32 députés et 32 % du vote au Québec, devançant ainsi largement le NPD.

En 2011, n'y a-t-il pas eu une forte proportion de l'électorat péquiste qui ait pu se tourner vers le NPD de Jack Layton ? La fameuse vague orange n'était-elle portée que par quelques gauchistes, trotskystes ou solidaires farouchement radicaux ?

On voit bien que l'analyse accusatrice ne tient pas debout. Depuis quelque temps déjà, l'électorat est

devenu très volatil. De même qu'il arrive souvent, dans notre système électoral, que l'on vote davantage contre que pour un parti, sans grand enthousiasme.

Les militants de QS, pendant leur dernier congrès, ont affirmé haut et fort que l'indépendance serait une priorité en lien avec la lutte contre les changements climatiques. Tout comme le PQ qui a décidé de ranimer l'idée de la nécessité de l'indépendance.

À l'instar de Catherine Fournier, je pense que, pour y arriver, il faudra additionner les forces sur cet aspect, converger plutôt que diverger. Par contre, le fait de converger vers un objectif commun n'est pas l'équivalent de fusionner deux partis qui ont des points de vue diamétralement opposés sur bon nombre de sujets.

## Prendre exemple

Pendant la campagne référendaire de 1995, Jacques Parizeau avait eu la capacité de réunir des forces relativement distinctes (PQ, ADQ, Bloc), de même que des personnalités

beaucoup plus conservatrices que lui (Mario Dumont et Lucien Bouchard) autour d'un même objectif. Il s'était même légèrement effacé devant ce dernier pour que cette cause commune puisse triompher, ce qui était tout à son honneur. Ce faisant, il a presque réussi son pari.

À cette époque, jamais il n'a été question de fusion entre le PQ et l'ADQ. Lors de la dernière campagne référendaire en Catalogne, nous avons pu observer le même phénomène. On a pu voir des partis indépendantistes, de toutes les tendances, faire campagne pour un objectif commun.

J'aimerais qu'on revienne à cette idée, plutôt que d'analyser l'ADN de chacun des membres des partis pour voir s'ils ont véritablement la fibre souverainiste. Laissons cette tâche aux flics. Au lieu de se toiser chacun dans son coin et de faire échouer, à coup sûr, la lutte pour l'indépendance. Je propose de rédiger une plate-forme sur laquelle nous pourrions nous entendre et voir si nous pouvons aller de l'avant ensuite.

Après tout, au lendemain du Grand Soir, après que le Québec sera devenu un nouveau pays dans le concert des nations, comme dans tout pays normal, nous n'aurons d'autres choix que de mettre en avant nos divergences, entre les courants plus à droite et ceux qui sont plus à gauche ; cette liberté nouvelle nous appartiendra alors.

## PRESSE ÉTUDIANTE

Nous publions les textes des deux premières lauréates du prix René-Lévesque de la presse étudiante, décerné conjointement par *Le Devoir* et la Fondation René-Lévesque. Ce prix souligne l'excellence d'un texte de niveau collégial et d'un texte de niveau universitaire. Félicitations aux deux gagnantes, qui perpétuent la tradition du journalisme, première carrière de l'ancien premier ministre.

## L'art de la résistance

Plaidoyer en faveur de l'incertitude et du doute

Dardia Garcelle Joseph

Les conférenciers défilent comme s'égrènent les minutes, et chacun d'eux laisse dans son sillage une pléthore de noms que je fais semblant de savoir orthographier. Nozick, Hayek et tant d'autres théoriciens qui pour moi sont d'illustres inconnus. Je suis en chute libre. Assise dans un séminaire d'études libérales. Novice en territoire étranger quelque part au 12<sup>e</sup> étage de l'Université Concordia.

Mais cet exercice, par les temps qui règnent, relève de l'impérative nécessité. Face à ce que Finchelstein appelle la « dictature de l'urgence », je vis à ma façon l'art de la résistance. Il me faut combattre ce que j'abhorre le plus de ce régime : le confort induit par une information unidimensionnelle. Dans cette tyrannie de l'instantanéité, il me faut rattraper les secondes et partir à la quête de nouveaux repères.

De nos jours, l'information est plus accessible que jamais, mais elle demeure cloisonnée. On parle peut-être plus, mais on ne parle pas nécessairement mieux. Le constat est amer, mais bien connu : nous sommes dans un monde de bien-pensance et d'autocensure. Résultat ? Un double mouvement, a priori paradoxal [...].

D'une part, l'arène publique voit s'affronter les colosses habituels de la pensée monolithique. D'autre part, nulle époque n'a vu l'émergence d'autant de forums parallèles destinés à l'expression d'une pensée individuelle. Un journalisme pluriel revendique sa singularité, et notre paysage médiatique se transforme à l'aune d'une parole se voulant décomplexée.

**Si vous voulez prendre votre interlocuteur en défaut, ne lui niez pas le droit de s'exprimer, il se transformera en martyr ; écoutez d'abord, et soyez ensuite plus rigoureux que lui**

*Podcasts*, influenceurs et Facebook *live* sont autant de manières de prendre part au narratif médiatique. D'autant plus que ces nouvelles avenues connaissent une fulgurante croissance aux États-Unis et outre-Atlantique.

Sans rien enlever à la légimité d'une parole qui se libère et dont l'accès se démocratise peu à peu, il ne faut pas oublier qu'en son sein il y a souvent peu de dissonance ou de nuances. Cette problématique est partout et si, dans les forums principaux, les chambres d'écho sont présentes, les forums parallèles ne sont pas en reste, car ils sont aussi cantonnés dans cette dynamique mortifère.

## Intangibilité du silence

À contre-courant de cette tendance, le magazine *Urbania* a annoncé la venue d'Éric Duhaime à titre de collaborateur, ce qui a soulevé l'ire de plusieurs. Pour ma part, je ne crois pas être en accord avec la vindicte populaire.

Chomsky disait qu'être favorable à la liberté d'expression, c'est précisément être favorable à celle-ci pour les idées qui nous dérangent. Même lorsqu'elle se prétend chargée de l'assentiment

d'une majorité silencieuse. Même lorsqu'elle se base sur des faits à la véracité « alternative ». Même lorsqu'elle est insensible.

Je n'ai pas peur de la parole. Là où il y a expression, il y a catharsis. C'est l'intangibilité du silence qui m'effraie. Ce que je déplore dans la faculté de droit ainsi que dans le monde universitaire, dans nos médias et notre journalisme, c'est le manque de processus de contradiction des idées. Le manque d'approfondissement des débats. Le manque de joute intellectuelle. Si vous voulez prendre votre interlocuteur en défaut, ne lui niez pas le droit de s'exprimer, il se transformera en martyr ; écoutez d'abord, et soyez ensuite plus rigoureux que lui.

L'art de la résistance, donc, c'est essentiellement à l'esprit défendant de protéger un équilibre instable. C'est être abonné à Jordan Peterson et Ben Shapiro ainsi qu'à la page *Tout le hood* en parle. C'est écouter Kain et Belo ; Audioslave et Chopin ; Builka et Papa Roach ; Samuel Robuste et Yves Montand ; Cabrel et Mac Miller.

L'art de la résistance, c'est refuser la polarisation à l'extrême, l'identité de groupe et le réflexe sécuritaire. C'est être viscéralement contre le projet de loi 21, mais tenter chaque jour de comprendre l'insécurité qui gangrène une majorité qui craint de mourir.

Enfin, l'art de la résistance, c'est moi qui puise dans les mots de Tolstoï le souffle à donner aux miens : c'est résister toujours au désir initial de fuir les idées qui nous choquent, c'est nous approcher, le plus que nous pouvons, et laisser nos esprits apprivoiser ce qui est étranger à nous-mêmes.

## Langues d'influences

JEAN-BENOÎT NADEAU



J'ai toujours détesté la notion de « Guerre des langues », titre d'un nouveau livre signé Frédéric Pennel (François Bourin éditeur). Je trouve ça racoleur. D'autant que le véritable propos de ce livre est autrement plus subtil. Il porte sur la manière dont une langue — en l'occurrence le français — devient et demeure influente, ce qui n'est pas la même chose.

Une vieille boutade, qui remonte au XIX<sup>e</sup> siècle, veut qu'une langue soit un dialecte avec une armée et une marine. Dans la même veine, bien des gens croient mordicus que la domination de l'anglais s'explique par la puissance de l'Empire britannique à laquelle a succédé l'hégémonie américain. C'est un peu court, comme explication. Du point de vue du langage, la domination militaire demeure anecdotique s'il n'y a rien derrière — ou devant. Ce qui fait la différence, c'est ce qu'une civilisation a à offrir. Et c'est la langue, plutôt que les armes, qui véhicule cette offre commerciale, culturelle, sociale, technique, scientifique, intellectuelle ou religieuse.

Si l'ancienne Gaule s'est latinisée rapidement après la conquête romaine, c'est parce que la monnaie, l'urbanisme et un bon nombre d'idées romaines avaient déjà pénétré dans cette contrée bien longtemps avant l'arrivée de Jules. D'ailleurs, celui-ci parlait certainement mieux grec que latin, comme la plupart des patriciens romains. Rome avait beau avoir conquis la Grèce, le prestige grec était tel que toute bonne famille patricienne se devait d'avoir son précepteur grec. D'ailleurs, quand l'Empire romain s'est scindé quatre siècles après Jules, cela s'est fait sur des bases linguistiques et c'est la moitié grecque (à l'est) qui a tenu le coup, 1000 ans de plus que la partie latine.

En Europe de l'Ouest, l'arabe s'est installé comme langue à partir du VIII<sup>e</sup> siècle. Cette langue véhiculait certes une religion, mais son influence tenait aussi au génie d'une culture qui a donné le zéro, les principes de santé, la traduction de pratiquement tous les classiques de la Grèce antique et l'industrialisation des ateliers de copistes. Dans le cas de l'arabe, sa disparition comme langue ibérique fut une affaire politico-religieuse : il a survécu à la *reconquista* espagnole, mais c'est la déportation forcée des musulmans qui l'a achevé.

Pendant ce temps, dans les Amériques, malgré la domination militaire totale de l'Espagne, l'influence de l'espagnol était loin d'être acquise dans les deux principaux centres qu'étaient le Mexique et le Pérou. En fait, pendant les trois premiers siècles après Cortés et Pizarro, la montée de l'espagnol s'est accompagnée de celles du nahua (langue des Aztèques) et du quechua (langue des Incas) au détriment des autres langues précolombiennes. Et ce n'est que deux générations après l'indépendance que l'espagnol s'est solidement implanté au Mexique et au Pérou.

Le français, lui, a une histoire très particulière puisqu'il s'est exporté très tôt par les jeux d'alliances et les routes commerciales en Europe. Le cas de l'Angleterre est un des rares où l'on peut dire que la puissance militaire a pu jouer, avec la conquête du duc Guillaume de Normandie en 1066, mais cela serait resté sans lendemain sans le génie politique de Guillaume ni le dynamisme du nord de la France. À tel point qu'en même temps que les Anglais déclaraient l'anglais langue officielle trois siècles plus tard, ils produisaient les premiers dictionnaires du français — un bon siècle et demi avant les Français. Et ce n'est pas un hasard si, encore aujourd'hui, les anglophones forment parmi les plus gros contingents d'apprenants du français.

Les migrations, davantage que la force des armes, jouent un grand rôle dans le devenir des langues. D'ici 30 ans, le japonais va régresser de presque 25 % parce que le Japon se refuse encore à toute immigration. D'autres pays (Argentine, États-Unis, Canada, France) sont très largement constitués d'immigrants, qui ont adopté une autre langue que la leur.

À l'inverse, l'émigration a très peu joué dans la force du français comme langue internationale, ce qui est en soi un petit mystère. Même si la France a joué très fort la carte du colonialisme, les Français ont très peu émigré, contrairement aux Anglais, aux Espagnols et aux Portugais. Nous en savons quelque chose : la présence des colons français a toujours été déficiente en Amérique. Après la conquête de l'Algérie en 1830, la moitié des « Français » d'Algérie étaient des Italiens et des Espagnols. En Afrique du Nord, cette présence française a beaucoup profité de la francisation des Juifs sépharades. Et en Afrique subsaharienne, la moitié des colons étaient en fait des Libanais francisés.

Malgré le fait que le français était mal implanté dans les colonies françaises et belges au moment de leur indépendance, celles-ci ont presque toutes choisi le français comme langue d'administration ou d'enseignement. Les raisons sont diverses et complexes, mais l'effet est là : le français continue de monter comme langue internationale. Et si de plus en plus de Chinois apprennent le français, c'est d'abord pour brasser des affaires en Afrique. La « guerre des langues » est remplie de ces paradoxes.

## Écrivez-nous !

*Le Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris, soit environ 550 mots. Envoyez-nous vos textes à [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com). Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.

## Je ne voudrai jamais enfanter

Alexandra Hénault

Le sentiment d'urgence se fait de plus en plus ressentir depuis que les images de la forêt amazonienne en feu circulent sur les réseaux sociaux. Il est impossible de nier l'état critique dans lequel la planète se trouve. La société se déprave, causant un avenir écologiquement invivable : cela ne fait que confirmer une décision que j'ai prise depuis longtemps, soit celle de ne pas avoir d'enfant.

« Tu es trop jeune, tu as le temps de changer d'idée » ou encore « Moi aussi à ton âge, je ne voulais pas en avoir » : voilà ce que la plupart des gens me répondent lorsque je leur annonce mon désir de ne pas donner naissance. Aujourd'hui, en raison de tous les événements tragiques auxquels nous assistons, je me sens plus que jamais dans l'obligation d'expliquer pourquoi il m'est inconcevable de porter un être en moi.

## Déclin

La société se définit comme étant un regroupement visant de manière collaborative le bien d'une entreprise commune. Pourtant, le monde dans lequel j'ai été élevée semble avoir oublié la partie « interaction humaine » que sous-tend cette définition tellement il a les yeux rivés sur son nombril et son cellulaire. C'est l'individualisme dominant qui m'empêche de désirer être un jour enceinte.

Fondamentalement fait pour vivre en clan, d'où le principe de vie en société, l'humain veut avoir des enfants pour donner à la communauté, mais aussi pour que cette communauté l'aide à se bâtir. Ainsi, la venue d'un enfant devient un geste collectif.

Dans un monde individuel, bien que l'intention derrière ce choix demeure noble, il est ironique d'affirmer que l'on offre un cadeau à la société en créant une nouvelle vie. Les systèmes sociaux sont de plus en plus encombrés : ne serait-il pas mieux de s'occuper des individus vivants ? Comment expliquer qu'une jeune fille de sept ans qui habitait ici au Québec, dans un endroit considéré comme sécuritaire, meure en raison d'un traitement d'enfant martyr ? Pourquoi avoir des enfants et se promettre de leur offrir la meilleure vie

**L'amour que l'on voue à un enfant ne se consomme pas comme des données Internet. Ces petits êtres sont beaucoup plus qu'un contrat que l'on signe pour deux ans avec une compagnie téléphonique : c'est un serment que l'on s'engage à tenir pour la vie.**

possible, si on peut se dévouer pour un enfant qui vit déjà, mais dans des conditions difficiles ? On ne peut pas garantir une belle vie à l'être qui se trouve en nous, mais il est possible de donner une vie meilleure à un jeune qui respire en ce moment.

## Environnement ravagé

Nous assistons à la sixième extinction de masse. Non, cela ne signifie pas que les caribous forestiers sont destinés à disparaître : ce sont des millions d'espèces qui sont en péril, et parmi elles se trouve celle qui consomme 179 000 litres de pétrole par seconde.

L'individualisme ne détruit pas seulement les rapports sociaux, mais l'environnement aussi. Sérieusement, comment se résoudre à donner la vie dans ces conditions ? À mon avis, on parle plutôt de donner la mort. Guerre climatique et environnement détruit, voilà ce qui nous attend, ce qui les attend.

Les jeunes rient aujourd'hui dans les rues pour essayer de se garantir un avenir : les slogans clamés se heurtent aux murs de l'ignorance qui servent d'oreilles aux dirigeants. « L'espoir n'est pas mort ! » est la phrase que j'entends le plus souvent lors des manifestations, mais pour moi, l'espoir est un mythe auquel j'ai décidé de ne plus croire [...].

L'amour que l'on voue à un enfant ne se consomme pas comme des données Internet. Ces petits êtres sont beaucoup plus qu'un contrat que l'on signe pour deux ans avec une compagnie téléphonique : c'est un serment que l'on s'engage à tenir pour la vie. J'appelle donc à la décroissance démographique, car il

est manifestement impossible de tenir la promesse de vie que l'on fait à nos enfants dans un monde qui se condamne à l'autodestruction. Et j'appelle aussi à aider de manière altruiste les jeunes dont les parents n'ont pu respecter ce serment puisqu'ils sont nés, ou vont naître, sur une planète à l'environnement ravagé.

## Amour inconditionnel

On m'a déjà affirmé qu'avoir des enfants, c'est aussi goûter pour la première fois au concept d'amour inconditionnel. Cependant, selon moi, l'amour sans condition, c'est aussi admettre qu'actuellement la naissance de l'enfant lui causera plus de tort que de bien. Malgré tout, sans que je comprenne vraiment, certains pensent que pour connaître cet amour, ils doivent absolument donner naissance à un enfant.

D'après moi, cet amour, le vrai, c'est avant tout d'accepter qu'il soit mieux pour celui à qui nous vouons tout cet amour de ne jamais voir le jour. Il est donc possible pour moi de vivre l'amour inconditionnel grâce à l'enfant que je ne connaîtrai jamais, parce que je choisis de lui offrir la non-existence au lieu de la vie apocalyptique qui l'attend ici sur Terre. Et si ça ne suffit pas, je peux m'occuper des enfants dans le besoin, peut-être même en adopter un, voilà un geste puissant d'amour : consacrer sa vie à donner à autrui une existence moins triste dans un monde qui l'est déjà bien assez.

« Je n'enfanterai jamais ». Suis-je capable de tenir cette promesse ? Je suis terrifiée à l'idée qu'un jour mon corps, instinctivement fait pour donner la vie, trahisse cet engagement. Je me rattrache pourtant au fait que la société ne changera pas : elle sera toujours destinée à détruire l'environnement un peu plus chaque jour, et à offrir les décombres d'une Terre aux prochaines vies.

J'ose espérer que les aiguilles qui indiquent minuit moins une à la planète seront plus fortes que mon horloge biologique. Je fais le deuil des neuf mois de grossesse, des coups de pied me chatouillant le bas-ventre, et des séjours chez le médecin permettant d'entendre un cœur battre en moi : renoncer est mon dernier instinct d'humanité.

# Ahmet Altan, la grande évasion

Condamné à la prison à vie en 2016, l'auteur turc publie des textes écrits dans sa cellule

**Condamné à la prison à perpétuité en 2016, l'écrivain turc Ahmet Altan est l'un des 167 journalistes encore emprisonnés en Turquie dans la foulée du putsch raté de 2016. Cri du cœur d'un homme face à l'injustice, qui publie des textes écrits en prison.**

CHRISTIAN DESMEULES  
COLLABORATEUR  
LE DEVOIR

Quand il entend tambouriner au petit matin à la porte de son appartement d'Istanbul le 23 septembre 2016, l'écrivain et journaliste turc Ahmet Altan, 66 ans, a tout de suite compris. Il savait qu'ils viendraient. À un autre étage du même immeuble, les policiers cherchaient aussi son frère Mehmet, professeur d'économie à l'université et commentateur politique.

Un peu comme l'aurait fait une femme enceinte qui s'attend à perdre les eaux d'un jour à l'autre, et comme s'y étaient habitués depuis longtemps les opposants politiques en Turquie, Ahmet Altan avait préparé une petite valise dans laquelle il avait mis l'essentiel : quelques livres et un peu de linge de rechange.

Ironie de l'histoire, ou nouveau chapitre d'un éternel retour, 45 ans plus tôt, après le coup d'État militaire de 1971, c'est son père que les policiers avaient emmené sous son regard d'enfant.

En détention provisoire depuis trois ans, dans la foulée du putsch manqué du 15 juillet 2016, Ahmet Altan, auteur d'une dizaine de romans et d'essais, est l'une des plus éminentes figures littéraires de son pays. Il partage son expérience dans *Je ne*

*reverrai plus le monde*, une vingtaine de textes écrits en prison et transmis à son avocat à chacune de ses visites.

Avec lui dans le fourgon qui l'emportait menottes aux poings, dans les couloirs du palais de justice ou en prison, se trouvaient aussi bien des juges, des officiers de l'armée, des enseignants que des journalistes.

**Quand la fiction rejoint la réalité**

Depuis, les purges massives lancées par le président turc, Recep Tayyip Erdoğan, ont touché plus de 180 000 personnes. De ce nombre, 77 000 auraient séjourné en prison. Ahmet Altan n'y est donc pas seul. Selon le Stockholm Center for Freedom, en date du 8 novembre, 167 journalistes et travailleurs des médias étaient emprisonnés.

Tour à tour accusé de « putschisme religieux » et de « terrorisme marxiste », selon l'humeur des tribunaux, Ahmet Altan a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité en vertu de prétendus « messages subliminaux » qu'il aurait transmis au cours d'une émission télévisée quelques jours avant la tentative de putsch.

Enfermé depuis trois ans, il raconte de façon parfois déchirante sa

lutte de tous les instants contre le désespoir. Si depuis sa cellule il lui est possible de regarder le ciel, petit carré gris ou bleu au-dessus de la cour bétonnée à travers lequel passent à l'occasion des oiseaux, des avions, ils déclenchent chaque fois chez lui une crise de mélancolie : « Ils volent vers des pays libres. »

Plus encore, Ahmet Altan réalise avec stupéfaction qu'il est devenu le personnage de l'un de ses propres romans, *Comme une blessure de sabre* (Actes Sud, 2000), dans lequel un homme de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans l'Empire ottoman attend son jugement dans une cellule de prison. « Comme mon personnage, je suis prisonnier, comme lui j'attends enfermé qu'on décide de mon sort, comme lui j'ignore si à l'instant où je parle, ce sort n'est pas déjà arrêté, et comme lui je meurs de désespoir », écrit-il.

**Une parodie de justice**

Maigre lueur d'espoir, en juillet dernier, la Cour suprême d'appel turque a annulé les jugements des tribunaux inférieurs qui avaient condamné Ahmet Altan à la perpétuité aggravée.

Ce qui ne l'empêchera pas d'écoper de dix ans et demi d'emprisonnement le 4 novembre dernier — avec sa collègue écrivaine Nazlı Ilıcak — pour « aide apportée sciemment et volontairement à une organisation terroriste », à savoir le mouvement du prédicateur Fethullah Gülen, désigné comme l'instigateur du coup d'État raté. La cour l'a toutefois libéré en attendant que soit entendu un nouvel appel.

« Il est difficile de se réjouir de sa

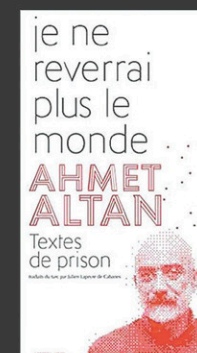
propre libération quand des milliers d'innocents comme vous restent emprisonnés injustement », a-t-il déclaré en retrouvant ses proches.

Mais l'écrivain n'aura revu le monde extérieur qu'une petite semaine. De nouveau arrêté le 12 novembre sur décision de la justice turque, il a aussitôt repris le chemin de la prison.

Amnesty International, qui suit de près le dossier, a dénoncé cette décision « scandaleuse ». « Les trois années qu'il a passées en détention provisoire découlent d'une parodie de justice, tout comme la peine à laquelle il a été condamné. Il faut mettre un terme à cette mascarade judiciaire, qui est emblématique d'une période où les procès-spectacles motivés par des considérations politiques sont devenus la norme », a déclaré Marie Struthers, la directrice d'Amnesty pour l'Europe.

Pour Ahmet Altan, maigre consolation, le rêve éveillé et l'écriture sont une forme d'évasion. « Je suis écrivain. Je ne suis ni là où je suis, ni là où je ne suis pas », écrit-il.

Un espace de liberté que ses juges, pour le moment, n'ont pas encore eu l'idée de lui enlever.



**Je ne reverrai plus le monde. Textes de prison**

Ahmet Altan, traduit du turc par Julien Lapeyre de Cabanes, Actes Sud, Arles, 2019, 224 pages



Le journaliste et écrivain turc Ahmet Altan en compagnie d'une amie lors d'une brève semaine de libération au début du mois.

BULENT KILIC AGENCE FRANCE-PRESSE

**LEDEVOIR**

1265, rue Berri, 8<sup>e</sup> étage,  
Montréal (Québec) H2L 4X4  
Métro Berri-UQAM  
Ouvert du lundi au vendredi  
de 8 h 30 à 16 h 30



Suivez-nous  
sur LeDevoir.com  
et sur nos réseaux  
sociaux



**RÉDACTION**

Téléphone  
514 985-3333  
Courriel  
redaction@ledevoir.com

**RENSEIGNEMENTS ET  
ADMINISTRATION**

Téléphone  
514 985-3333

**ABONNEMENTS**

(du lundi au vendredi  
de 7 h 30 à 16 h 30)  
Téléphone  
514 985-3355  
Extérieur de Montréal  
1 800 463-7559 (sans frais)  
Courriel  
abonnements@ledevoir.com  
Télécopieur  
514 985-5967

**PUBLICITÉ**

Téléphone  
514 985-3399  
Extérieur de Montréal  
(sans frais)  
1 800 363-0305  
Courriel  
publicite@ledevoir.com  
Télécopieur  
514 985-3340

**AVIS PUBLICS  
ET APPELS D'OFFRES**

Téléphone  
514 985-3452  
Courriel  
avisdev@ledevoir.com  
Télécopieur  
514 985-3340

**PETITES ANNONCES  
ET PUBLICITÉ PAR  
REGROUPEMENT**

Téléphone  
514 985-3322  
Courriel  
petitesannonces@ledevoir.com  
Télécopieur  
514 985-3340

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir inc., dont le siège social est situé au 1265, rue Berri, 8<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H2L 4X4. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel inc., 12800, rue Brault, Saint-Jacques de Mirabel, division de Québecor Media, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450, avenue Béchard, Québec, qui est la propriété de Corporation SunMedia, 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. Envoi de publication — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007.